

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Dolley, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRES BOURSE  
QUATRE HEURES

3 0/0 .....	79 80	1/2 .....	05
3 0/0 amortiss. .	81 45	1/2 .....	10
4 1/2 0/0 1883 ..	107 95	1/2 .....	05
Cons. anglais ..	100 9/16	1/2 .....	05
Italie .....	95 90	1/2 .....	05
Flor. autric. (or).	88 1/2	1/2 .....	05
Esp. Extér. nov.	56 5/16	1/2 .....	05
Egyptien 6 0/0 ..	317 50	1/2 .....	05
Ch. Egyptiens ..	431 25	1/2 .....	05
Turc 4 0/0 (nov.)	14 10	1/2 .....	05
Banque ottomane	493 75	1/2 .....	05

PARIS, 11 NOVEMBRE

DERNIERES NOUVELLES

INTÉRIEUR

La commission chargée d'examiner le projet d'emprunt de la Ville de Paris se réunit cette après-midi, à deux heures, à l'Hôtel de Ville.

Il s'agit de prendre une détermination au sujet de la nouvelle proposition du préfet de la Seine qui consiste à remplacer des bons de caisse par des obligations remboursables à 400 francs et rapportant 12 fr. d'intérêt.

Ce matin, la commission consultative de l'Exposition universelle s'est réunie, sous la présidence de M. Antonin Proust, pour régler l'emploi des 100,000 francs affectés aux études préliminaires.

Bien que certains membres du cabinet paraissent peu enthousiastes du projet, la majorité de la commission est décidée à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les travaux du Champ de Mars et de l'esplanade des Invalides puissent commencer dès le printemps prochain.

Les Chambres y consentiront-elles ?

Ce soir, la Société géographique recevait en séance extraordinaire, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à huit heures et demie, MM. H. Capello et R. Ivens, officiers de la marine royale portugaise. Ces voyageurs exposèrent les résultats de l'exploration qu'ils viennent d'accomplir dans la région comprise entre Moasamedes et Quilimane (Afrique australe).

EXTÉRIEUR

On mande du Caire au Standard : D'après un bruit qui n'est pas confirmé, un des avant-postes égyptiens de Koshay aurait été surpris par un parti d'Arabes et massacré.

Madrid, 11 novembre.

L'Imparcial dit que M. de Bismarck a formulé, au sujet de la question des Carolines, une contre-proposition qui diffère peu de la proposition du Pape, mais il y soutient une prétention nouvelle relativement à l'extension de la souveraineté de l'Espagne à tout le territoire des Carolines. Cependant le gouvernement espagnol espère que les négociations aboutiront à un résultat favorable, et il va prier le Pape de publier le plus tôt possible son opinion.

Il est question de l'ouverture des Cortès pour le 27 décembre.

En Orient

Sofia, 10 novembre.

Le bruit que le prince se disposait à abdiquer est absolument faux. On peut même assurer que le prince et son gouvernement persistent dans la résolution du début de maintenir le fait accompli conformément aux vœux et aux intérêts du pays.

La Bulgarie est d'ailleurs toute disposée, comme on l'a déjà dit, à admettre toute forme de gouvernement qui ne serait pas en opposition formelle avec le fait accompli.

Des renseignements puisés à bonne source permettent de dire que le gouvernement n'a pas examiné en conseil quel régime il conviendrait d'adopter. Il ne pourra le faire en connaissance de cause que lorsque les décisions de la Conférence seront connues.

Constantinople, 11 novembre.

Dans la Conférence tenue lundi, on s'est encore borné à des vues générales. On a affirmé les droits de la Turquie en ce qui concerne la Bulgarie et la Roumélie.

La conférence a pris connaissance d'une motion de l'Angleterre tendant à instituer une sous-commission qui serait chargée de recueillir les vœux des Roumélites.

Nisch, 11 novembre (officiel).

Les rapports bulgares au sujet d'une violation de la frontière par les Serbes sont faux.

La Serbie n'a pas besoin d'inventer aujourd'hui seulement un casus belli. Grâce à la conduite de la Bulgarie, elle est depuis longtemps en situation de se déclarer à tout instant à une déclaration de guerre éventuelle, basée sur des faits matériels suffi-

sants, aussitôt que le moment opportun lui semblera venu.

La Serbie fait de la politique gouvernementale, tandis que la Bulgarie fait de la politique révolutionnaire.

INFORMATIONS

Le cabinet est particulièrement inquiet au sujet de la solution à donner à la question du Tong-King.

Cette inquiétude s'est traduite par des enquêtes personnelles de plusieurs ministres. MM. Brisson, de Freycinet, le général Campanon, le vice-amiral Galiber, ont interrogé sur ce point une foule de fonctionnaires, d'agents diplomatiques, d'officiers revenant de la Chine ou de l'Indo-Chine.

Or, tous se sont prononcés contre l'évacuation totale du Tong-King.

Que va faire le gouvernement en présence de l'intention bien marquée par une fraction de la Chambre de réclamer le rappel immédiat de nos troupes ?

\*\*\*

La session ordinaire du conseil général de la Seine s'ouvrira le lundi 16 novembre prochain.

Cette session devra être close, au plus tard, le 15 décembre. Elle sera, en grande partie, consacrée au vote du budget du département pour l'exercice 1886.

\*\*\*

Depuis le rappel de M. Ordega et la nomination de M. de Contouly comme ministre plénipotentiaire à Bucharest, nos relations avec la Roumanie se sont quelque peu améliorées.

Notre représentant cherche en ce moment, de concert avec le gouvernement roumain, un terrain d'entente qui permettrait de mettre fin à la situation actuelle qui est si contrairement aux intérêts commerciaux des deux pays.

De part et d'autre, on paraît animé d'un égal désir de s'entendre : dans ces conditions, une solution ne peut manquer d'intervenir à bref délai.

LES

RESPONSABILITÉS DE LA TURQUIE

Le roi Milan a déclaré qu'il lui serait impossible de retarder indéfiniment les mesures décisives qui pourraient l'amener à franchir la frontière bulgare ; la Grèce est en armes, tout prête à envahir la Macédoine ; l'Autriche concentre des troupes en Bosnie et dans l'Herzégovine ; les Bulgares et les Roumélites s'organisent en vue de résister aux agressions dont ils peuvent être l'objet, et pendant ce temps les représentants des grandes puissances délibèrent sans parvenir à tomber d'accord sur la meilleure solution à donner aux difficultés qu'ils ont mission d'examiner et de résoudre. Que va-t-il sortir de tout cela ? La Russie obtiendra-t-elle le retour au statu quo ante ? L'Angleterre fera-t-elle prévaloir l'union personnelle ? Ces deux adversaires arriveront-ils à s'entendre sur le maintien du prince de Bulgarie ? De quel poids va peser dans la balance la volonté du chancelier de fer ? Les intérêts en jeu sont si multiples et si opposés qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui quelles conséquences peut avoir pour l'Europe et pour l'empire ottoman l'incident du 18 septembre.

Certes, nous ne modifierons pas l'opinion plusieurs fois émise ici par nous, que la diplomatie européenne s'était montrée au-dessous de sa tâche. Elle a manqué de résolution et aura sa part dans la responsabilité des événements graves qui sont à la veille de se produire.

Mais est-elle vraiment la seule à qui l'on soit en droit d'adresser ce reproche ? La Turquie, principale intéressée dans l'affaire, ne s'est-elle pas montrée une fois de plus dépourvue de cette virilité, qui, à certaines heures de la vie des peuples, décide de ses destinées ?

Le peuple turc est resté d'une bravoure qui a fait, il y a huit ans, l'admiration du monde ; mais ceux qui le gouvernent sont-ils bien sûrs d'avoir toujours agi, comme l'auraient fait, en pareille occurrence, les Mahomet II et les Soliman, ces grands ancêtres du sultan actuel, ces glorieux fondateurs de la puissance ottomane en Europe ?

Les hommes d'Etat et les diplomates turcs ne se sont-ils pas trop fiés à l'intervention d'Allah pour les tirer des difficultés où l'incident de Philippopolis venait de les jeter, oubliant que Mahomet est allé à la montagne et ignorant sans doute l'aphorisme chrétien : « Aide-toi, le ciel t'aidera » ?

Nous sommes très portés à le croire.

Le sultan a, nous le savons, dès le 19 septembre, envoyé aux puissances une note relative aux événements qui venaient de se produire. Jusque-là nous n'avons rien à objecter ; mais, une fois cette formalité remplie, devait-il s'en remettre à l'Europe du soin de rétablir l'ordre en Roumélie et de rappeler le prince de Bulgarie au respect des traités ?

N'était-ce pas à lui d'entreprendre au plus vite l'œuvre de répression ? Il y était pleinement autorisé par le traité de Berlin, il avait à la fois le droit et la force ; pourquoi n'a-t-il point pris une initiative qui aurait eu pour effet immédiat de mettre à néant tout prétexte de revendication de la part de la Serbie et de la Grèce ?

A-t-il été retenu par la crainte de voir l'Angleterre ou la Russie protester contre l'entrée des troupes ottomanes sur le territoire roumélite ? Cette crainte n'avait aucune raison d'être ! Quelle est la puissance qui aurait osé agir sans l'a-

grément des autres signataires du traité de Berlin ? En admettant même que quelques protestations platoniques se soient exprimées, étant donné les lenteurs ordinaires de la diplomatie, la Turquie aurait eu amplement le temps de restaurer son autorité en Roumélie et l'incident en une fois clos, l'Europe se serait déclarée satisfaite, trop heureuse de voir la question d'Orient résolue une fois de plus sans que la paix ait été troublée.

Les hésitations, dirons-nous le mot : les finasseries de la politique ottomane ont permis à toutes les ambitions de se déchaîner ; le traité de Berlin, violé par le prince Alexandre, invoqué, mais non point imposé, par le sultan, a été considéré par certains comme lettre morte, et l'Europe s'est trouvée en présence d'inextricables difficultés.

De fait, c'est la question d'Orient de nouveau ouverte, c'est le démembrément de l'empire ottoman une fois de plus mis en discussion.

La Turquie aurait dû cependant se rappeler que rarement elle a eu à se louer du résultat de ces conférences où ses intérêts ont été mis sur le tapis. En profitant de l'expérience du passé, les hommes d'Etat turcs auraient évité à l'Europe les complications d'où elle ne sait comment sortir et à la Turquie les nouveaux maux dont elle est menacée, malheurs dont la responsabilité retombera sur ceux qui, pouvant les conjurer, ont malheureusement préféré s'endormir dans une coupable inertie.

LA NOUVELLE CHAMBRE  
PRUSSIENNE

Les élections qui ont eu pour objet le renouvellement de la Chambre des députés de Prusse se sont accomplies la semaine dernière, sans que la France, occupée de ses affaires intérieures, leur accordât l'attention qu'elles méritaient. Les journaux allemands les ont commentées, pourtant, avec une passion au moins égale à celle que nous avons mise à discuter sur le scrutin du 4 octobre. Elles ont achevé de démontrer que le nouvel empire, revenu des expériences coûteuses que lui avait imposées son origine révolutionnaire, sent très bien qu'il est condamné à devenir conservateur ou à périr. C'est la démonstration à rebours de la fameuse formule de M. Thiers : « La République sera conservatrice ou ne sera pas ». On peut dire aujourd'hui de tous les gouvernements d'Europe, quelle que soit leur nature, leur essence doctrinale ou leur origine : « Ils seront » conservateurs, ou ils cesseront d'être ».

Le caractère frappant des récentes élections prussiennes est que toutes les variétés des doctrines conservatrices ont manifesté leur suprématie sur les populations d'une manière absolument triomphante. La faction des nationaux-libéraux, qui avait conduit les affaires publiques jusqu'au moment où M. de Bismarck, plus prudent et plus avisé que nos républicains de France, jugea opportun de « donner un fort coup de barre à droite », a vu son crédit s'effondrer lamentablement. Elle ne constituera dans la Chambre nouvelle qu'une minorité infime, qu'un petit groupe sans action possible sur les décisions de la majorité. Si nos opportunistes de France veulent bien considérer que les principes des nationaux-libéraux allemands sont les leurs, à la question dynastique près ; que le groupe national-libéral allemand, comme le groupe opportuniste français, est l'emanation directe et fidèle de la tradition révolutionnaire jacobine, ils reconnaîtront que l'échec que nous signalons les atteint d'une façon très sensible, puisqu'il atteint leurs idées et leurs procédés de gouvernement.

Dans la nouvelle Chambre de Prusse, d'autre part, les catholiques constitueront, en revanche, le groupe le plus nombreux. On en comptera quatre-vingt-dix-neuf, ce qui indique un nouveau progrès et ce qui permet de supposer que leur nombre sera encore accru, pour l'ensemble de l'Empire, lors du prochain renouvellement du Parlement allemand. Ce mouvement ininterrompu et successivement, quoique lentement, victorieux des influences catholiques, prouve d'abord l'absurdité du Kulturkampf, absurdité dont M. de Bismarck s'est depuis longtemps rendu compte. Il démontre aussi que la politique conciliante et, pour ainsi dire, toute temporelle de Léon XIII a porté d'excellents fruits et que les gens pressés qui la blâment n'en comprennent ni la marche savante ni la merveilleuse ordonnance théorique et morale.

Les catholiques allemands nous prouvent, une fois de plus, que tout vient à point à qui sait attendre, sans cesser pour cela d'espérer ni de lutter. Le catholicisme allemand semblait désorganisé, perdu, presque détruit, au lendemain de la promulgation des fameuses lois de Mai. L'auteur responsable de ces lois, M. Falk, prenait des attitudes d'Hercule vainqueur de l'Hydre, de Saint-Georges embrochant le dragon. Or est, pourtant, aujourd'hui M. Falk, et que pose-t-il dans la balance où les forces du peuple allemand tentent d'équilibrer ? Les catholiques, au contraire, sont le facteur le plus important, le facteur indispensable, non seulement de la politique impériale, mais de la politique prussienne.

Partir du point que nous venons de rappeler, c'est-à-dire de la politique de M. Falk et, par conséquent, des lois de Mai,

pour aboutir à voir entrer quatre-vingt-dix-neuf députés catholiques, tous disciplinés, tous militants, dans le Parlement de Prusse, ce n'était, M. de Bismarck lui-même en conviendra, pas la peine de se mettre en marche.

Nos députés conservateurs de France doivent donc voir et trouver un encouragement dans ce succès du « centre » prussien, qui, traité de factieux et mis hors la loi, il y a six ans à peine, en la personne de ses chefs ecclésiastiques, est devenu aujourd'hui, à force de persévérance, d'énergie, de patience et d'esprit politique, l'arbitre des décisions du gouvernement.

Il faut conclure de tout cela, d'ailleurs, qu'un parti ne doit jamais désespérer de son avenir, lorsque les voies légales lui sont ouvertes.

Et pour ce qui regarde les prévisions que ces élections récentes légitiment, touchant la direction probable de la politique prussienne, nous estimons que l'effet le plus immédiat sera de confirmer M. de Bismarck dans le mépris que les doctrines et les pratiques révolutionnaires ont fini par lui inspirer. Le puissant chancelier va traiter de plus en plus les nationaux-libéraux, ses anciens amis ou plutôt ses anciens complices, comme des quantités et même comme des qualités négligeables, et il va se hâter de donner au Vatican les marques de déférence et même de soumission dont sa demande de médiation pour l'affaire des Iles Carolines est le gage significatif.

Ainsi, les nationaux-libéraux, en engageant la lutte confessionnelle, auront préparé un nouveau triomphe aux catholiques.

Sic vos non vobis...

L'histoire est ainsi providentiellement réglée qu'elle se recommence toujours.

L'ALLOBROGE

Le vénérable fumiste qui répond au nom de Pierre Blanc a profité de ce qu'il est le doyen d'âge de la Chambre pour nous apprendre hier qu'il descend des Allobroges.

Dans tous les cas, il ne descend point de la Montagne : radical il est et radical il restera.

Appelé à faire un bout de discours pendant sa présidence d'une heure, il s'est bel et bien substitué au ministre pour formuler un programme, qu'il prend évidemment lui-même pour un programme de gouvernement.

C'est tout simplement un programme de désordre.

Il a annoncé pompeusement que « le moment des transformations sérieuses et profondes est arrivé ». De quelles transformations veut-il donc parler ? Il ne s'en cache pas : son désir est d'arriver à imposer à la France la plus pur radicalisme.

Tel est son but, et c'est par là qu'il compte relever nos industries nationales, et notamment notre agriculture : il oublie que l'agriculture et l'industrie ne sont en souffrance que par la faute de la République. Il est vrai que nous n'avons guère connu encore que la République opportuniste : vienne donc la République radicale, objet des rêves séduisants de M. Blanc, c'est alors que la décadence sera complète.

M. Blanc nous dit qu'il pense aux ouvriers : il faut penser à la fois aux ouvriers et aux patrons ; sans quoi l'équilibre est rompu et le désordre survient, au lieu de la prospérité.

Il réclame de nouvelles épurations dans le personnel administratif : c'est-à-dire qu'il demande une administration de parti, des fonctionnaires jacobins, haineux, toujours prêts à poursuivre de leurs laquineries ou de leurs colères qui-conque a encore souci des libertés publiques et de l'honneur national.

C'est, en un mot, par l'écrasement des ennemis du radicalisme que cet étonnant vieillard rêve de donner la paix à notre pays. Ce serait la paix révolutionnaire, l'abaissement général, l'anéantissement sous la Terreur.

Singulier programme de gouvernement ! Il marque un pas de plus dans la voie de la décadence et du mal.

Mais, du reste, ce programme semble parfaitement à la hauteur de la majorité républicaine de la Chambre nouvelle, car elle n'a pas refusé son approbation aux théories fausses et pernicieuses de ce président accidentel.

Heureusement qu'il y a, en face de cette majorité dangereuse, une puissante minorité conservatrice pour veiller au salut de la France.

ÉCHOS PARLEMENTAIRES

Depuis la chute de M. Jules Ferry, on n'avait pas vu foule pareille aux abords du Palais-Bourbon.

Masées sur les trottoirs et jusque sur le pont de la Concorde, sous la garde des sergents de ville, les curieux ont passé là toute leur après-midi, très paisiblement, et prenant un plaisir extrême à regarder passer les députés.

Foule également à l'intérieur. Le Salon de la Paix était rempli d'anciens élus, de nouveaux élus, de refusés, de fonctionnaires et de personnages variés.

A vrai dire, c'était beaucoup plus bruyant que sur le quai.

Il paraît que plus on approche de la salle des séances, moins on est calme. C'est la température parlementaire qui veut cela.

La plupart des députés étaient venus, les jours précédents, marquer leurs places : ce qui n'a pas empêché quelques-uns d'entre eux d'avoir peine à se retrouver.

On a vu des nouveaux qui paraissaient

tout intimidés et n'avaient que d'un pas hésitant, inquiet et respectueux ; mais ce n'est rien : on perd vite la notion du respect, au Parlement, et dans peu de jours ces débutants auront le ton de la maison.

L'entrée de M. Rochefort a eu du succès. Il a tenu à bien choisir sa place et ses voisins : son plus vif désir n'était pas évidemment d'être assis auprès de M. Jules Ferry.

Ce dernier a paru quelques instants avant la séance.

M. Ferry était seul, comme il sied à un républicain.

Il s'est dirigé vers le centre et est allé se poster derrière le banc des ministres. À quelques rangs de distance, pour bien surveiller son élève Brisson.

On s'est placé M. Ferry était naguère le gros du bataillon opportuniste qui l'accablait si bruyamment dès qu'il montait à la tribune. Comme ils sont loin, ces jours d'enthousiasme ! Le vide s'est fait hier autour de l'ancien ministre. Quelques-uns cependant de ses ex-complices sont venus lui serrer la main, M. Nolrot entre autres : M. Nolrot reste à M. Ferry ! Quel appui !

La division

Les bons opportunistes proclamaient et affirmaient que l'élection du bureau provisoire irait toute seule. A les entendre, tout avait été réglé d'avance. M. Clémenceau leur avait promis que l'on voterait comme un seul homme.

Si M. Clémenceau avait promis cela, il s'était trop engagé. Une partie de ses troupes était résolue à ne pas le suivre : le savait-il ? Et s'il le savait, en était-il vraiment mécontent ?

Toujours est-il que la candidature de M. Blanc pour une des deux vice-présidences est venue se mettre inopinément en travers de celle de M. Spuller.

Battu, Spuller ! On dit qu'il n'est pas content.

C'est n'est pas qu'il soit moins meublant qu'un autre comme vice-président. Mais c'est que sa chute entraîne le renversement du château en Espagne de M. Brisson : voilà qui est la chose intéressante.

Donc, pendant que les républicains ministériels votaient docilement pour M. Spuller, des républicains, qui ne sont ni ministériels ni dociles, et qui ont tenu à montrer dès le premier jour leur indépendance, ont voté pour M. Pierre Blanc.

Les droites ont très habilement profité de l'occasion.

Dans une réunion de droite tenue précédemment, on avait résolu de ne réclamer pour les conservateurs aucun siège de vice-président dans le bureau provisoire. Telle était la situation, lorsque les républicains dissidents ont produit la candidature Blanc contre celle de M. Spuller. Il s'agissait avant tout de faire échouer la candidature opportuniste : il y avait là une tactique parlementaire à faire aboutir, et il appartenait aux conservateurs d'empêcher le succès de M. Spuller.

Ainsi dès le premier jour et dès le premier scrutin, la droite a prouvé qu'elle peut, à l'occasion, faire échouer une combinaison opportuniste, en portant où elle le juge à propos son effort et ses voix.

D'un autre côté, quel est le résultat parlementaire et politique de la chute de M. Spuller ?

C'est l'effondrement de la coalition républicaine rêvée par M. Brisson.

Plus de concentration.

Les républicains de la Chambre sont divisés : une fraction de leurs troupes s'est séparée, et a indiqué qu'elle n'était pas disposée à accepter aveuglément le mot d'ordre des chefs du parti.

L'échec du candidat officiel Spuller a naturellement fait redécouvrir le cabinet : est-ce que le gouvernement peut encore se flatter d'être maître de la situation ? La Chambre n'ayant pas de majorité dont il soit sûr, comment fera-t-il, si ses adversaires ne le veulent pas, pour ajourner les affaires sérieuses et échapper aux discussions ?

C'est pourquoi l'on ne doute pas que le gouvernement, ayant hâte d'échapper aux dangers de la fin de l'année, ne se décide, ainsi qu'on en avait déjà parlé, à avancer le Congrès pour l'élection du président de la République : il est question du 12 décembre.

Mété-Cassis

La ridicule nomination de M. Gomot, au ministère de l'Agriculture, faisait hier, au Palais-Bourbon, l'objet de nombreuses conversations. Chacun déplorait ce choix, et beaucoup faisaient remarquer que le gouvernement semblait prendre à tâche, dans cette circonstance, de mécontenter la population.

Justement, un de nos amis nous écrit que cette nomination de M. Gomot a été accueillie à Riom, pays du nouveau ministre, par un immense éclat de rire.

Il y a bien de quoi, ajoute notre correspondant, car, parmi les services rendus à l'agriculture par cet homme d'Etat, on ne peut compter que ceci :

1° Son discours contre la mise en accusation du cabinet Ferry ;

2° Son rapport sur la crémation ;

3° Sa méthode pour la culture en grand des cassis...

Où, M. Gomot trouve que le cassis est dans le marasme ; il veut le sauver, le grandir, lui donner une place énorme.

Le cassis est sa liqueur.

Le cassis est sa passion.

Il n'a pas parlé d'autre chose pendant la bataille électorale.

C'est par le cassis — et rien que par le cassis — qu'il touche à l'agriculture. Et voilà pourquoi sa nomination au ministère fait scandale et est considérée comme un défi au bon sens public en général et particulièrement aux cultivateurs.

Nous avons annoncé à deux reprises que l'Allemagne avait résolu, dès le lendemain du jour où le gouvernement français avait projeté une Exposition universelle pour 1889, de faire, elle aussi, une exposition en 1888, c'est-à-dire une année plus tôt que nous afin de nous enlever bon nombre d'exposants, et surtout d'empêcher ses nationaux d'exposer en France.

Certains journaux républicains ont poussé les hauts cris, affirmant que la nouvelle était fautive. Eh bien ! la voici confirmée :

« L'assemblée des négociants et des industriels allemands a adopté la réso-

lution de faire à Berlin, en 1888, une exposition nationale. »

Que pense de cet incident notre ministre du commerce ?

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 10 NOVEMBRE

En France, le régime des vents de l'Est va continuer avec ciel nuageux ou brumeux et température un peu basse.

Hier, à Paris, une brume épaisse a duré toute la journée.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent faible ; mer belle.

Océan. — Vent faible ; mer belle.

Méditerranée. — Vent faible ; mer belle.

A sept heures du matin..... + 7 2/2°

A onze heures du matin..... + 8 3/4°

A deux heures du soir..... + 9 5/8°

Température la plus basse de la nuit + 7 1/2°

Le baromètre est à 766 millimètres 5.

Le comte Nigra, ancien ambassadeur d'Italie en France, est transféré du poste de Londres à celui de Vienne, en remplacement de M. de Robilant.

L'Officiel ne désigne pas le successeur de M. Nigra auprès du cabinet de Saint-James.



pensée sera pour toi et pour mes frères, pour ma pauvre sœur.

Si je vais rejoindre ma bonne mère dans un monde meilleur, nous parlerons souvent de vous avec elle, si nous pouvons vous venir en aide par nos bénédictions, elles iront vers vous ardentes et passionnées.

Dans tous les cas, je te le répète, la dernière de mes pensées sera pour toi et mes bons frères, Emile, Ernest, Adolphe, Elysée et pour Joséphine.

Je vous demande pardon des peines que j'aurais pu vous occasionner et de celles surtout que je vais te procurer, à mes frères et à ma sœur aussi.

La meilleure de mes caresses à vous tous.

ARISTIDE OLLIVIER.

Samedi, 21 juin 1851, 11 h. 1/2.

Ce malheureux jeune homme était très aimé et très estimé de ses compatriotes. Aussi n'avons-nous pas été surpris d'apprendre que les frais du monument funéraire élevé à sa mémoire par la population de Montpellier ont été couverts par une souscription à un sou qui fut remplie en quelques jours.

Il paraît que la statue de Voltaire, que l'on a inaugurée dernièrement sur le quai Malaquais, ne se trouve pas bien du tout sur le socle où nos édiles ont cru devoir la hucher.

Depuis hier on a entouré d'échafaudages ce pieux monument et on va modifier le piédestal.

En police correctionnelle :

— Votre état ?  
— Triste, mon président.  
— Qu'est-ce que vous faites ?  
— Le désespoir de ma famille !

## La séance du Sénat

Séance du 10 novembre.

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

M. le président donne lecture du décret de M. le président de la République convoquant les Chambres pour le 10 novembre, et déclare ouverte la séance extraordinaire de 1885.

Il fait ensuite l'éloge funèbre de MM. Fayolle, Robin, Jumeau et Labitte, sénateurs défunts dans l'intervalle des deux sessions.

M. Fresneau dépose un projet de résolution ainsi conçu :

Le Sénat nommera immédiatement dans ses bureaux une commission de neuf membres chargée d'ouvrir une enquête sur les provenances, qualités et prix de fournitures militaires et autres inscrites au budget de l'Etat, et de déposer dans la plus brève délai un rapport sur les réformes à introduire dans cette portion des dépenses publiques.

M. Fresneau demande l'urgence pour sa proposition.

L'urgence est repoussée.

Il est procédé au tirage au sort des bureaux.

M. Lenôtre pose une question au ministre de la guerre, sur le service de la remonte dans le département de la Manche et dans la Basse-Normandie. Il s'agit de chevaux refusés par le comité d'achat de ces régions et qui, vendus à bas prix à des marchands, sont présentés à un autre comité qui les achète.

L'orateur demande à M. le ministre-quelques mesures il entend prendre pour empêcher le retour de pareils abus.

M. le général Camponen, ministre de la guerre, déclare qu'il a chargé l'inspecteur général des remontes de faire une enquête sur les faits révélés par M. Lenôtre. Il est très résolu à s'opposer aux pratiques indiquées si elles ont été réellement employées.

M. le président propose le maintien à l'ordre du jour des propositions présentées au cours de la dernière législature.

C'est adopté.

Le Sénat s'ajourne à lundi deux heures dans les bureaux, et quatre heures en séance publique.

La séance est levée à deux heures quarante-cinq.

## La séance de la Chambre

C'est une belle première. La troupe du Palais Bourbon a renouvelé la moitié de son personnel. Elle compte 271 sujets nouveaux. A deux heures un quart, la salle paraît comble, bien qu'il n'y ait pas cinq cents députés présents. L'architecte a eu tort à faire pour augmenter d'un vingtième le nombre des sièges. Il s'en faut encore de quatre que le nombre légal soit atteint. On compte sur les accidents, sur les vides que l'impitoyable nature doit faire dans les rangs. Quelques malheureux n'auront que des strapontins. Assoir un élu du suffrage universel sur un strapontin, comme un spectateur des Variétés, c'est un peu léger.

La droite, plus que doublée, occupe deux travées complètes et déborde sur la troisième. A côté des nouveaux venus qui entrent dans la vie politique, on y remarque de vieilles figures parlementaires, des membres du Corps législatif, des membres de l'Assemblée nationale, des invalides de 1877 auxquels la justice populaire a rendu leurs sièges.

Ils forment une masse compacte, imposante, appelée à jouer un grand rôle et un rôle utile dans les débats parlementaires.

Le bureau est constitué, comme nous l'avons dit hier, avec M. Blanc, président, et MM. Jaurès, Laguerre, Gaudin, Hubbard, Crémieux et Abbatucci. M. Laguerre seul appartenait à la précédente Assemblée. M. Crémieux est le frère du tailleur parisien qui doit à un grand usage de la réclame une certaine notoriété. Le jeune secrétaire, en bon parent, tient, dit-on, en réserve une proposition de loi ayant pour but de rendre obligatoire pour tous les Français le complet à 37 fr. 75. M. Hubbard est le fils du secrétaire général de la questure.

On a lu, dans nos Dernières Nouvelles d'hier, le discours du président d'âge, qui gardera le nom de « vieil Allobroge » qu'il s'est donné. Ce discours contient un programme de gouvernement, il paraît plein de ces illusions qui sont, d'ordinaire, le privilège de la jeunesse. L'union, la concentration, l'apaisement, le progrès, l'amélioration du sort des travailleurs, l'économie, le bonheur de tous, le couronnement de la Révolution française, etc., etc. : toutes ces vieilles « guitares » s'y retrouvent. Mais ce qu'on a le plus applaudi, c'est le passage relatif à la « Réparation » du personnel administratif. Les républicains ont encore là les fonctionnaires opportunistes, qui ont laissé tant de députés républicains, d'ordre la poussière, vont passer quelques mauvais quarts d'heure. Nous ne les plaintrons pas.

On s'est occupé ensuite de la constitution du bureau provisoire. Les députés

ont défilé à la tribune pour y déposer leur bulletin. On a remarqué un élu en habit noir et en cravate blanche, qui a eu son petit succès. Il a gardé, jusqu'à présent, l'anonymat. Personne n'a pu mettre un nom sur cet habit, dont la coupe indiquait toutefois l'origine ultra-départementale.

M. Floquet a été élu président provisoire par 392 voix sur 410 votants. Il n'avait pas de concurrent.

Les choses ont été moins rondement pour les deux vice-présidents provisoires. On avait voulu faire de la « concentration », de « l'union », de « l'apaisement », en portant MM. Anatole de la Forge et Spuller. On assure que le leader du parti radical, M. Clémenceau, avait lui-même conseillé ce mariage de la carpe opportuniste et du lapin radical. Malheureusement, la combinaison a échoué. M. Anatole de la Forge a passé brillamment, au premier tour de scrutin, avec 430 voix sur 472 votants. Mais on a eu l'idée d'opposer le « vieil Allobroge » à M. Spuller. Ces deux candidats ont obtenu : M. Spuller, 223 voix ; M. Blanc, 197. La majorité absolue n'ayant pas été atteinte, un second tour de scrutin a eu lieu, et M. Blanc l'a emporté sur M. Spuller. Le premier a réuni 231 voix, le second est descendu à 210. On n'a pu se « concentrer » sur M. Spuller, qui ajoutera ce petit débiteur à tous ceux qu'il a éprouvés depuis quelques temps. Il est allé se consoler dans les bras de son patron, M. J. Ferry, et ces deux grands débris se sont entretenus de la fragilité des choses humaines. Il y a un an, à pareille date, le Tonkin était le maître de la France, il était applaudi, admiré ; il ne faisait point un pas sans être entouré de caudataires souriants et empressés. Aujourd'hui,

l'admirateur zélé à peine un petit nombre. Ose des premiers temps lui retracer quelque ombre.

C'est, autour de lui, la solitude, le vide, le néant ! Le bureau provisoire étant constitué, M. Floquet a pris provisoirement place au fauteuil et a prononcé une allocution provisoire dans laquelle il a remercié la Chambre, remercié le doyen d'âge, remercié les secrétaires. On s'est séparé à 6 h. 1/4 sur ces bonnes paroles. La Chambre se réunit aujourd'hui dans ses bureaux pour examiner les dossiers des élections. Il y aura séance publique jeudi.

Propos de la sortie :

— Savez-vous pourquoi on a nommé M. Dauterme ministre du commerce ?

— Parbleu ! C'est parce qu'il est d'un commerce agréable.

## L'ENCYCLIQUE

Comme nous l'avons annoncé, l'Encyclique lancée par le Pape Léon XIII sur le gouvernement chrétien des Etats, a paru hier. Ce document, d'une importance capitale, restera comme un véritable monument d'éloquence sacrée dont quelques passages sont à comparer aux plus belles pages de Bossuet et de Fénelon.

La lettre pontificale *immortale Dei* — c'est sous cette désignation qu'elle sera désormais invoquée et citée — ne constitue pas une déclaration isolée, une doctrine nouvelle de la part du vénérable et vénéré chef de la Catholicité. Elle est, au contraire, la suite des déclarations antérieures et la confirmation d'une seule et même doctrine : la doctrine de la paix et de la conciliation.

Le successeur de saint Pierre réprouve les intransigeants, les excessifs, les illuminés.

De même qu'il est malade de se montrer plus royaliste que le roi, de même aussi Léon XIII ne veut pas qu'on soit plus papiste que le Pape !

Grand leçon que celle-là, qui nous voulons l'espérer, portera ses fruits.

La pensée du Saint-Père se trouve résumée dans cette parole de saint Augustin, dont le vénéré Pontife vient de s'inspirer :

A la condition que le gouvernement d'un Etat ne soit point aliéné et s'inspire du respect de Dieu, représenté sur terre par son Eglise, la forme même de ce gouvernement importe peu et les peuples lui doivent obéissance dans l'ordre matériel.

Jésus-Christ avait dit : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ! »

Si la République cessait d'être ce qu'elle a toujours été, le gouvernement d'un parti, au lieu d'être le gouvernement du pays pour le bien du pays, l'Encyclique n'aurait, politiquement parlant, en ce qui concerne la France, qu'une raison d'être d'ordre philosophique. Mais, dans la situation actuelle du pays, avec les agissements criminels du parti vainqueur contre les consciences et contre les serviteurs de l'Eglise, la parole de Léon XIII est le plus solennel des appels qui aient été faits à la conciliation.

Si les républicains n'écoulaient pas cet appel ; s'ils n'en comprennent pas le caractère de paternité et d'avertissement, tant pis pour eux et surtout pour le pays ! Quant à la catholicité, elle n'a rien à redouter : les persécutions peuvent l'atteindre ; mais la détruire, jamais !

Le Pape n'admet pas les accusations d'oppression, d'ingérence dans les affaires de l'Etat qu'aujourd'hui, comme sous l'Empire romain, l'on dirigeait contre l'Eglise.

Tous les peuples qui ont adopté le christianisme se sont distingués par leur douceur, leur esprit d'équité et la gloire de leurs œuvres.

C'est surtout dans la *Cité de Dieu* que saint Augustin fit voir l'efficacité de la sagesse chrétienne en matière de gouvernement intime et de la prospérité publique. Son œuvre est tant d'éclat qu'il paraît moins avoir fait un plaidoyer pour les chrétiens de son temps qu'avoir remporté un triomphe perpétuel et définitif sur toutes les accusations fausses dirigées contre le christianisme.

Toutefois, la manie funeste de renouveler les mêmes plaintes et les mêmes griefs ne s'est point calmée. Beaucoup d'hommes ont trouvé bon de chercher en dehors des doctrines approuvées par l'Eglise les principes destinés à gouverner la société civile. De là, surtout en ces derniers temps, ce *droit moderne*, comme ils l'appellent, — droit qui dissout le lien sacré de l'épousailles, une société parvenue à l'âge de la virilité, et dont la naissance serait due aux progrès de la liberté, commence à prévaloir et à dominer partout.

Cependant, en dépit de toutes les expériences faites, il demeure bien établi que l'on n'a pas encore trouvé pour la constitution et le bon gouvernement des Etats un système préférable à ce système qui est comme le résultat spontané de la doctrine

de l'Evangile. Il est donc d'une importance souveraine (et ce devoir est en harmonie parfaite avec notre charge apostolique) d'établir une comparaison entre les nouveaux systèmes politiques et la doctrine du christianisme. La vérité qui jaillira de cette comparaison supprimera, nous en avons la confiance, toute cause d'erreur ou de doute. Et il en résultera que chacun pourra voir plus aisément par quels principes généraux il devra gouverner et laisser gouverner sa vie.

Après avoir comparé la société établie sur ce droit nouveau et celle qui s'inspire du christianisme, Léon XIII s'exprime en ces termes sur ce que doit être l'Etat chrétien :

De sa nature, l'homme est fait pour vivre en société avec ses semblables. Aussi, il a été pourvu par la Divine Providence à ce que les hommes fussent appelés à former non seulement la société domestique, mais la société civile, qui peut seule fournir les moyens indispensables pour l'accomplissement de la perfection de la vie présente. Mais comme une société ne saurait subsister sans un chef qui commande aux autres et imprime à tous, pour atteindre le but commun, une même et efficace impulsion, une autorité est nécessaire aux hommes constitués en société pour les conduire ; et, comme la société elle-même, cette autorité procède de la nature et par conséquent elle a Dieu lui-même pour auteur.

« Toute puissance est de Dieu », dit Léon XIII, en terminant ce magnifique tableau, et il se hâte d'ajouter :

Le droit de commandement n'est d'ailleurs en lui-même nécessairement lié à aucune forme politique. Il peut légitimement revêtir telle forme ou telle autre, pourvu qu'elle soit adaptée au bien commun, et capable de le procurer. Mais quelle que soit la forme des gouvernements, tous les chefs d'Etat doivent avoir les yeux fixés sur Dieu, souverain modérateur du monde, et dans l'accomplissement de leur mandat, ils doivent prendre exemple sur Lui et recevoir leur loi de Lui. En effet, de même que dans le monde visible, Dieu a créé des causes secondes, d'une certaine manière, se reflètent la nature et l'action divine, causes qui concourent à réaliser la fin en vue de laquelle le monde existe, de même Dieu a voulu que dans la société civile il y eût une autorité dont les dépositaires fussent les représentants et comme l'effigie de son pouvoir et de sa Providence vis-à-vis du genre humain.

Le commandement doit donc être équitable et faire moins sentir le Maître que le Père, parce que la puissance de Dieu sur les hommes est souverainement juste et une intimité à sa paternité bonté. On doit d'ailleurs exercer le commandement pour l'avantage des citoyens, parce que ceux qui commandent aux autres ne sont investis de ce pouvoir que pour procurer le bien public. Jamais, sous nul prétexte, le pouvoir politique ne doit favoriser exclusivement les intérêts d'un seul homme ou de quelques-uns, puisqu'il a été établi pour le bien général de tous.

Quelles arguties de socialistes les républicains de l'école Paul Bert et Ferry opposeront-ils à cette déclaration pour justifier les nouvelles persécutions dont ils menacent les consciences ? Le Souverain-Pontife s'occupe ensuite de la situation des Etats alors qu'ils étaient gouvernés par des philosophes de l'Evangile ; il rappelle avec autorité les paroles d'Yves de Chartres au Pape Pascal II et qui voici :

Quand l'empire et le sacerdoce vivent en bon accord, le monde est bien gouverné ; l'Eglise est florissante et féconde. Lorsque la discorde se met entre eux, non seulement ce qui est petit ne grandit pas, mais les grandes choses elles-mêmes périssent misérablement.

Sa Sainteté ne pouvait pas omettre de parler du souffle d'athéisme qui se répand parmi nous. Elle rappelle que les rationalistes du XVI<sup>e</sup> siècle admettaient la prépotence de l'homme et déclaraient que nul homme ne peut commander s'il n'a été délégué à cet effet ; mais ils se gardaient bien de nier la prépotence divine.

Les matérialistes modernes ont franchi la barrière et on en arrive à ceci :

Que la conscience individuelle ne relève d'aucune loi, que chacun doit avoir, avec la plus entière liberté d'opinion sur les devoirs à rendre ou à ne pas rendre à Dieu, la liberté absolue de pensées et de publier ce qu'il pense.

Léon XIII ne se fait pas illusion sur ce que les hommes dits de progrès entendent par la séparation de l'Eglise et de l'Etat :

Dans les pays où la législation civile laisse à l'Eglise son autonomie et ses droits, et où un concordat public est intervenu entre les deux puissances, on a vu bruyamment ce principe qu'il faut séparer les intérêts de l'Eglise des intérêts de l'Etat, et cela dans le but de pouvoir agir impunément au mépris de la loi jurée et de se débarrasser de tous les obstacles qui empêcheraient les chefs d'Etat de se faire les arbitres souverains de toutes les affaires, l'Eglise ne pouvant former patiemment une telle usurpation, car ce serait pour elle déserter les plus grands et les plus saints de tous les devoirs, se voir dans l'obligation rigoureuse de demander l'accomplissement religieux intégral des engagements contractés envers elle. De là, naissent souvent les plus graves crises des conflits dont l'issue presque inévitable est d'assujettir la plus faible à la plus forte.

Ainsi dans la situation actuelle des affaires publiques qui jouit de la faveur à peu près générale, il y a une tendance des idées et des volontés à éconduire tout à fait l'Eglise ou à la tenir asservie. La plupart des mesures prises par les gouvernements inspirent de ce dessein. Confection des lois, administration des villes, éducation de la jeunesse, entièrement séparée de la religion, spoliation et destruction des ordres religieux, suppression du pouvoir temporel du Pape ; tout tend à ce but : frapper au cœur les institutions chrétiennes, réduire à rien la liberté de l'Eglise catholique et la dépouiller de ses autres droits.

Après avoir émis ces protestations aussi dignes que légitimes, Sa Sainteté s'adresse aux intérimaires, aux exaltés.

Afin de maintenir la concorde des volontés et de tendre à l'uniformité de la conduite, il n'est qu'un moyen, la soumission aux prescriptions du Saint-Siège et l'obéissance aux évêques. Il faut croire et résister aux fausses doctrines, de quelque côté qu'elles viennent.

Dans le domaine des opinions libres, il sera permis de discuter avec modération dans le dessein de rechercher la vérité, mais en mettant de côté les soupçons injustes et les mutuelles accusations.

S'il s'agit de questions purement politiques, comme se prononcer sur le meilleur système de gouvernement ou sur telle ou telle manière d'organiser les Etats, on peut se livrer à de libres et honnêtes discussions. Examiner les catholiques dont la piété et la disposition d'obéir fidèlement aux décisions du Saint-Siège sont notoirement

connues, parce qu'ils professeront sur ces divers points des sentiments différents des nôtres : cela constituerait une véritable iniquité. On se rendrait plus coupable encore, si l'on suspectait leur foi ou si on les accusait de la trahir. Les docteurs, et particulièrement les journalistes, ne devront jamais perdre cette vue.

Dans une lutte où les plus grands intérêts sont en jeu, il ne faut laisser aucune place ni aux dissensions intestines, ni aux passions de parti.

Tous, au contraire, par une conspiration unanime des esprits et des volontés, doivent poursuivre le but commun qui est la conservation de la religion et de la société.

Si donc jusqu'à ce jour, quelques dissentiments se sont produits, il faut les ensevelir dans un volontaire oubli.

Telle est dans les grandes lignes la lettre pontificale : tous y trouveront des enseignements, en plus grande partie.

L'avenir nous dira à qui ils profiteront.

## CHRONIQUE ELECTORALE

Un de nos confrères reproduit la pièce suivante sur la prétendue neutralité des fonctionnaires républicains dans la lutte électorale ; qu'on lise cette lettre, adressée par mégarde à un maire républicain :

JUSTICE DE PAIX  
du canton Hornoy 26 octobre.  
d'Hornoy (Somme)

Renvoyer la présente avec la réponse

Monsieur le maire,

Je vous serai obligé de me fournir le plus tôt possible les renseignements que vous pourriez avoir sur l'attitude tenue au cours de la période électorale qui vient de prendre fin par les maires, adjoints, gendarmes, gardes champêtres et gardes particuliers de ce canton.

Veillez agréer, je vous prie, monsieur le maire, l'assurance de ma considération.

Le juge de paix, DELAMARRE.

Ainsi un gendarme (c'est-à-dire un militaire) doit être un courtier d'élection à la disposition du gouvernement. Un garde particulier doit se transformer en agent électoral et messieurs les juges de paix sont chargés d'assurer l'exécution de pareilles manœuvres.

Allons ! tout va bien sous le régime de la liberté... républicaine, et M. Goblet ne doit pas être fier d'avoir été nommé par de tels moyens et avec une aussi faible minorité ; il ne s'en est pas encore consolé, et voudrait qu'on exécutât les fonctionnaires signalés comme ayant montré trop peu de zèle pour sa candidature.

## JOURNAUX ET REVUES

On lit dans l'Univers :

M. Henri des Houx, ancien rédacteur en chef du *Journal de Rome* et qui a été, après la mort de M. de Maguelonne, notre correspondant, vient de publier dans le *Matin* un article qu'il regrettera. Dans cet article, où l'auteur prétend, à propos de l'Union catholique, indiquer et juger la politique du Saint-Père, M. de Mun et l'*Univers* sont plusieurs fois nommés. C'est un raisin de plus pour nous de protester contre le langage de notre ancien correspondant, langage absolument contraire au respect que tout catholique doit au Saint-Père.

Qu'avait donc dit M. H. des Houx ?

S'il faut ajouter foi à ce journal, le Pape, au lendemain de cette Encyclique, pourrait répéter le mot qu'on lui a attribué au lendemain de sa lettre au cardinal Giberti. Il avait dit, à sa prononciation qu'on entendait les jardins du Vatican, en se frottant les mains : « Adesso sono freschi gli intransigenti ! »

Hélas ! non, très saint Père, nous ne sommes pas frais. Cependant nous attendons, et nous avons encore confiance en Dieu, qui a sans doute réservé pour la fin des épreuves ménagées à son Eglise la plus cruelle, la plus redoutable, la plus rigoureuse, la plus inattendue.

Après celle que nous traversons, il n'en est plus de possible. Ayons donc bon espoir encore et toujours, et crions : « Vive le Pape quand même ! »

Cette incroyable sortie inspire à M. Paul de Cassagnac une verte riposte d'où nous extrayons le passage suivant :

Nous trouvons ce langage absolument respectueux et absolument inépuisable. On n'a pas le droit, quand on se dit catholique, et quand on a dirigé le *Journal de Rome*, de parler au Saint-Père avec cette ironie et ce sarcasme.

Et nous nous demandons quelle allure prendrait donc M. Henry des Houx, s'il était franc maçon.

Il lui serait visible, en pareil cas, d'être plus grossier vis-à-vis du Souverain Pontife.

Nous avons souvent critiqué les républicains ou leurs commissaires civils, qui se mélangent rationnellement des choses de la guerre et qui voulaient régenter les généraux d'armée.

Aujourd'hui nous avons maintenant et dans le parti conservateur des commissaires civils qui feront la leçon au Pape, aux évêques et aux prêtres, en dehors des questions politiques, questions qui appartiennent à tous, et sur les questions spirituelles, qui n'appartiennent qu'aux représentants de Dieu sur la terre ?

— Le secret des lettres :

Le *Matin* publie le document suivant :

M. Farcy, député de Paris, ayant écrit au ministre de la guerre pour lui signaler les lettres, et tout particulièrement celles des militaires de Halphong et de Saïgon sont ouvertes au départ des paquebots d'Halphong et de Saïgon.

Ainsi que vous le présumez, aucun ordre n'a été donné par mon département pour l'ouverture des lettres à Halphong. J'ignore complètement ce qui se passe à Saïgon, qui dépend de mon collègue le ministre de la marine.

Recevez, etc.

Le ministre de la guerre, E. CAMPENON.

La réponse de M. le général Campenon dit bien qu'on n'a pas donné d'ordres « par son département » mais elle laisse supposer que des ordres ont pu être donnés par le ministre de la marine

et, en tout cas, que les faits signalés sont tolérés.

## Le nouveau gouverneur d'Alsace-Lorraine

Strasbourg, 9 novembre.

Le gouverneur a reçu samedi le coadjuteur de Strasbourg et le chapitre de la cathédrale.

Répondant à une allocution de l'évêque Stumpf, le prince de Hohenlohe s'est exprimé en ces termes, d'après le compte rendu de la *Landeszeitung* :

« Je remercie Votre Eminence et le chapitre pour cette visite. Je suis heureux d'avoir l'occasion de dire aux représentants du catholicisme dans ce pays combien je tiens à cultiver et à maintenir les bonnes relations qui existaient du temps de mon prédécesseur entre l'autorité et l'Eglise.

« Si je parviens à mériter par cette tâche, l'un s'appréhenderait plus de satisfaction, que j'appartiens moi-même à l'Eglise catholique, et que la plupart des habitants de ce pays, dont la prospérité me tient à cœur, sont des enfants fidèles de l'Eglise.

La *Patrie* a signalé la nomination récente d'un délégué apostolique à Tiedo, et fait pressentir, comme imminente, la nomination d'un dignitaire du même ordre à Pékin.

La délégalation de Pékin aurait une importance autrement considérable que celle qui vient d'être créée au Japon. Le nombre des vicariats apostoliques de Chine s'élève, en effet, au nombre de 23.

En envoyant en Chine un délégué, l'intention du Pape n'a pas été de dépouiller la France de la mission protectrice qu'elle exerce depuis des siècles sur tous les établissements catholiques. C'est, en effet, pour le Saint-Siège une nécessité de situation de confier le protectorat à un Etat puissant, capable d'en remplir effectivement toutes les obligations.

A la France de voir s'il lui convient de répudier ce rôle civilisateur. A son défaut, d'autres nations chrétiennes l'assumeront, sans désavantage pour notre influence politique dans l'Extrême-Orient.

A quel but immédiat répond donc la nomination d'un délégué ?

Il suffit de remarquer que tous les vicariats et toutes les préfectures apostoliques établis par le Saint-Siège dans les pays de mission relèvent du cardinal préfet de la Propagande, dont la résidence est, comme on le sait, à Rome.

Il faut, en outre, observer que ces vicariats et ces préfectures ne sont pas reliés entre eux par un lien hiérarchique, analogue à la hiérarchie des sièges métropolitains et des sièges épiscopaux. Chaque vicariat, chaque préfecture correspond donc directement avec la Propagande.

Eloignement trop considérable du chef des missions, défaut d'organisation hiérarchique des missions, voilà le double inconvénient auquel doit remédier l'institution d'un délégué.

Léon XIII obéit visiblement à cette idée, qu'il est bon de centraliser dans les mains d'un délégué spécial toutes les affaires relatives aux missions d'un pays déterminé. L'expédition de ces affaires y gagnera en promptitude et en régularité, sans compter que le délégué pourra toujours exercer les fonctions d'inspecteur vigilant, interdites par la force des choses au cardinal préfet de la Propagande.

Pas plus tard que l'an dernier, la Propagande envoyait dans les Indes-Orientales, en qualité de délégué, Mgr Agliardi. On n'a pas oublié les difficultés soulevées à cette occasion par le Portugal, qui croyait voir là une atteinte à ses droits de patronage. Aujourd'hui, c'est le tour du Japon. Demain, ce sera celui de la Chine.

La pensée du Souverain-Pontife est évidente : il veut hiérarchiser les missions. Malgré quelques résistances faibles et isolées, il y parviendra promptement ; on peut en avoir la certitude, quand on connaît l'esprit de suite et la fermeté qui caractérisent Sa Sainteté.

## LE BANQUET DU LORD-MAIRE

Londres, 9 novembre.

Le banquet annuel du Guildhall a eu lieu ce soir.

M. Staples, le nouveau lord maire, présidait.

Parmi les principaux convives, on remarquait le marquis de Salisbury, lord Iddelburgh, sir M. Hicks-Beach, sir R. Cross et le général Wolley, ainsi que les ministres des Etats-Unis, de Chine, du Japon, de Serbie et de Roumanie.

Le lord-maire a proposé la santé de la Reine et du prince et de la princesse de Galles.

Ce toast a été accueilli avec enthousiasme.

Le lord-maire a proposé la santé des ministres étrangers.

Le marquis Tseng a remercié et a bu aux ministres de Sa Majesté.

Le marquis de Salisbury a pris alors la parole.

L'orateur se refuse à donner des renseignements sur le cours des travaux de la Conférence.

Potofski, il déclare que l'admission des désirs de la population roumaine ne rencontre d'obstacle ni dans les influences étrangères ni de la part du gouvernement ottoman.

« Aux termes du traité », explique l



Elle affirme aussi ne pas avoir aperçu Claude Robbé depuis deux ans, et cependant on dit qu'elle a été vue en sa compagnie, chez des parents communs, il n'y a pas plus de six mois.

**L'assassinat de Marly-le-Roi.** — On annonçait qu'un nouveau crime a été commis à Plaisir, commune de Marly-le-Roi.

Le juge de paix de Rueil est parti, hier soir, pour procéder à une enquête sur cette affaire.

**Les dévaliseurs d'hôtels.** — Le 2 novembre dernier, Pierre Bullier, garçon de salle à l'hôtel Monge, rue Monge, 25, surpris en cambriolage au moment où celui-ci cherchait à ouvrir, à l'aide d'une pince-mousigneur, la porte de l'un des locaux.

Donné d'une force peu commune, Bullier se précipita sur le malfaiteur et, le saisissant au collet, le conduisit lui-même au commissariat.

Hier, le même fait se reproduisit, Bullier descendant du troisième étage, où il était allé préparer une chambre pour recevoir un voyageur, quand il aperçut sur le palier un individu occupé à faire un volumineux paquet.

Il s'élança sur lui et le saisit à la gorge pour l'arrêter.

Une lutte s'engagea. Bullier renversa à terre le malfaiteur, et il allait l'étrangler, lorsque survinrent plusieurs locataires. Ils prêtèrent main-forte au garçon de salle et conduisirent le cambrioleur chez le commissaire de police, qui le fit écrouer au Dépôt.

C'est un récidiviste du nom de Montellier. Parmi les objets qu'il se disposait à emporter, on a trouvé un éventail d'une valeur artistique de plus de 300 francs.

**Les chutes du Niagara.** — Depuis le 22 juillet, l'accès des chutes du Niagara est librement ouvert au public. Les propriétaires riverains, indemnisés les uns par l'Etat de New-York, les autres par le gouvernement du Canada, ont été expropriés, et les deux rives du Niagara sont désormais transformées en un parc international absolument gratuit.

Un certain Rowland Hill, toutefois, propriétaire d'un moulin à pulpe à l'entrée du Prospect Park, a refusé les offres d'achat qui lui ont été faites par l'Etat. Il prétend que personne au monde n'a le droit de l'expropriation et il annonce la ferme intention de continuer à exploiter son moulin.

## LES TABLETTES DU DOCTEUR

Thym et Serpolet

Le genre *Thymus* (du grec *thymos* et *thuo*, parfumer), fait partie de la famille des labiées et fournit deux espèces principales employées en médecine et en économie domestique. Ces deux espèces, présentant un certain nombre de caractères communs, sont : le thym commun, *thymus vulgaris*, et le serpolet, *thymus serpyllum*. Ce dernier est encore connu sous le nom de thym sauvage, thym baird.

Le thym commun est une plante ligneuse pouvant atteindre de 20 à 25 centimètres de haut. Il croît en abondance dans les terrains incultes de l'Europe méridionale ; cultivé dans les jardins, il devient plus vert.

Il possède une odeur aromatique, forte, pénétrante, mais agréable. La saveur est aromatique aussi, et, en outre, amère, chaude et un peu piquante, même dans les fleurs.

Le serpolet est, comme le thym, une plante ligneuse, mais n'atteignant que 10 à 15 centimètres de haut. On le rencontre dans les endroits secs, sablonneux et sur les rochers exposés au soleil. Il possède la même saveur et la même odeur que le thym, mais à un degré un peu inférieur.

**Usages médicaux.** — Le thym et le serpolet sont des toniques amers, astringents et des stimulants diffusibles ; on doit donc les employer dans les atonies du tube digestif, dans les flatulences, les catarrhes chroniques, les affections asthéniques causées par un défaut d'énergie des organes. Une infusion légère constitue un excellent stomacique dans les affections de l'estomac accompagnées de débilité.

On emploie les feuilles et les sommités fleuries de ces deux plantes. Il faut récolter ces dernières du mois de mai au mois d'août, quand on veut les faire sécher pour les conserver. La dessiccation leur enlève très peu de leurs propriétés.

Les sommités fleuries entrent dans la composition des *espèces aromatiques* et des *espèces céphaliques* qu'on emploie, après les avoir fait infuser, pour des lotions et des bains excitants. Elles font partie des *espèces aromatiques* qui servent à parfumer les appartements, lorsqu'on les a aromatisées d'eau tiède. Elles sont encore associées aux nombreuses

plantes aromatiques qui servent à préparer le fameux *alcoolat vulnéraire*, excellent remède populaire qui ne peut qu'être très utile en compresses contre les contusions, et qui, pris à l'intérieur, à la dose de 8 à 15 grammes, pur ou dans un peu d'eau sucrée, peut remettre d'une émotion un peu vive. Mais on en abuse pour un rien on prend du vulnéraire, et il est un grand nombre de personnes, des femmes même, qui ont la déplorable habitude d'en boire un verre, à jeun, tous les matins. L'alcoolat vulnéraire fait partie des alcooliques, et il en a tous les inconvénients. Il doit donc être regardé et pris comme un vrai médicament.

On prescrit quelquefois le serpolet seul, en infusion (10 gr. pour un litre), dans les catarrhes chroniques, dans la coqueluche, la toux convulsive, la grippe. Il entre dans la composition de l'*Eau de Prusse*, contre l'hystérie.

Le thym, à l'exclusion du serpolet, fait partie des *espèces vulnéraires*. Le mélange est plus connu sous le nom de *Thé suisse* et jouit de propriétés stimulantes et carminatives. On en met 10 grammes dans un litre d'eau bouillante. Il entre aussi dans la composition du *Baume tranquille*, qu'on emploie si souvent, et avec raison, contre les douleurs, les rhumatismes, les maux d'oreilles, etc. D'après Robiquet, il entre dans la confection de l'*Eau de Cologne* de J. M. Farina, et l'alcoolat de thym se trouve dans l'*Eau de Dardel*, qui n'est qu'une modification de l'*Eau des carmes*.

À l'extérieur on a préconisé le thym et le serpolet en fumigations contre le lumbago. L'infusion aqueuse ou vineuse, 30 à 100 grammes par litre, est excellente pour le pansement des ulcères atoniques. L'huile essentielle se met avec avantage sur les dents cariées. Le thym surtout sert à préparer des bains aromatiques prescrits dans le traitement du lymphatisme, du rhumatisme chronique et de la goutte atonique.

L'huile essentielle à laquelle le thym doit ses propriétés renferme deux hydrocarbures : le *thymène* et le *cymène*, et un phénol : le *thymol* ou *acide thymique*. Elle entre dans la préparation du *Baume Opodeldoch* si employé contre les douleurs rhumatismales ; du *Baume acétique camphré* employé aussi contre le rhumatisme, la sciaticque, et du *Baume théobénédictin* de Réveil, rubéfiant énergique.

Le *thymol* ou *acide thymique* constitue la moitié de l'essence du thym. C'est un excellent désinfectant, ayant sur l'acide phénique l'avantage de ne pas sentir mauvais, mais bien au contraire d'avoir un parfum presque agréable.

On emploie les préparations à l'acide thymique suivantes :

**Lotion à l'acide thymique :** alcool, 1 ; acide thymique, 4 ; faire dissoudre et ajouter 995 g. d'eau distillée ; on l'emploie en lotions et en injections antiseptiques.

**Pommade à l'acide thymique :** 1 à 4 gr. pour 10 d'axonge ou de vaseline ; sert au pansement des plaies gangréneuses, putrides et diphtériques.

**Glycère thymique :** 1 gr. pour 100 de glycère d'amidon ; utile dans le pansement des plaies profondes et des maladies de peau rebelles.

Telles sont les nombreuses applications qu'on peut faire du thym et du serpolet en médecine.

Mais ces deux plantes sont encore employées dans la parfumerie et surtout dans l'art culinaire. Sèches, elles servent, en effet, tous les jours comme condiment.

En parlant de l'ail, dans des Tablettes précédentes, nous avons dit que Virgile indique un mélange formé par les herbes odorantes, l'ail et le serpolet, que Testhyllis broyait pour les donner aux moissonneurs accablés par les grandes chaleurs du jour.

*Testhyllis et rapido fessis herbis contudit oleris.*  
*Allia serpyllumque messoribus contudit oleris.*

Les animaux, guidés si sûrement par la nature, recherchent, la plupart du moins, le serpolet et le thym.

Les chèvres aiment beaucoup ces deux plantes.

Broutez le thym, broutez, mes chèvres, Le serpolet avec le thym.

dit Emile Augier, dans la chanson du Père de *Sapho*.

Les lapins, les lièvres et les moutons en sont aussi très friands, et leur chair a un goût bien plus parfumé que celle des animaux qui n'en mangent pas.

Je vois fuir aussitôt toute la nation Des lapins qui, sur la bruyère, L'œil éveillé, l'oreille au guet, S'élevaient et de thym parfumaient leur banquet.

(LA FONTAINE.)

La prédilection des lapins pour cette plante s'explique par leur constitution molle, lymphatique. Ils ont ce qu'on peut appeler la cachexie aqueuse, comme on

s'en aperçoit avec les lapins de chow, et ils la combattent utilement par l'usage de ces plantes aromatiques qui sont stimulantes, amères et toniques, et qui les transforment en vrais et savoureux lapins de garenne.

Les fleurs sont fort recherchées par les abeilles, et leur miel en est plus parfumé.

... Redolentique thymo fragrantia melita.  
(VIRGILE.)  
Et les miels odorants répandaient la suave odeur du thym.

D<sup>r</sup> H. VIGOUROUX.

## LA DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITÉ

Le jour où M. Bertrand annonçait à l'Académie des sciences la réussite des expériences du transport de la force à distance, entreprises par M. Marcel Desprez sur le chemin de fer du Nord, avait lieu à Londres, avec le plus grand succès, l'inauguration de la station centrale de distribution d'électricité, établie dans les caves de Grosvenor-Gallery. Plus de cinquante établissements privés et publics situés dans le quartier de New-Bond Street et de Regent Street, le café Royal entre autres, reçoivent le courant électrique de cette usine, et chez chaque consommateur, le courant est transformé pour être utilisé à l'alimentation des lampes à arc et à incandescence de tous systèmes.

Nos lecteurs doivent se souvenir que, dans la séance du 6 octobre 1884, M. Trevesa, tout en faisant l'exposition de Turin, communication d'expériences qui avaient eu lieu à cette exposition, à l'aide des générateurs secondaires de MM. Gaulard et Gibbs, servant à la distribution de l'électricité sur un parcours de quatre-vingts kilomètres, en constatant la réussite complète de ces expériences.

M. Trevesa, tout en constatant la réussite de ces expériences, a déclaré que le rendement de transformation était très élevé, déclarant qu'il n'était pas encore à même de fournir des chiffres précis. Depuis cette époque, des mesures exactes ont été prises par ordre du jury, et le rapport publié par son président, le professeur Ferraris, à l'Académie des sciences de Turin, établit d'une façon indiscutable le rendement de transformation à 95 0/0.

L'installation de Grosvenor-Gallery comporte quatre machines dynamos développant une force électrique de 400 chevaux en un courant de 100 ampères et 2,500 Volts ; nous sommes donc en présence d'une installation véritablement industrielle, et en moins d'une année, les espérances qu'avait fait concevoir le succès des expériences de Turin sont pleinement réalisées. D'un autre côté, nous sommes informés que des installations à l'aide du même système sont mises en marche dans quinze jours à Aschersleben, en Allemagne, et à Tours, en France. Les installations des villes de Turin et de Tivoli en Italie seront prêtes pour le mois de janvier, et les travaux de l'installation de Rome sont poussés avec vigueur par la Compagnie de force hydraulique de Tivoli.

Cette dernière installation mérite spécialement d'être citée, car il s'agit de transporter à Tivoli 2,000 chevaux de force hydraulique en six courants électriques de 5,000 volts et 34 ampères qui, transportés à l'aide de fils de cuivre de 5 m/m de diamètre et de 50 kilomètres de longueur dans six stations centrales établies dans les principaux quartiers de Rome, mettront en action six générateurs secondaires, susceptibles d'alimenter chacun 2,000 lampes de vingt bougies.

La Compagnie des forces hydrauliques de Tivoli, qui a capté 18,000 chevaux, mettrait certainement une partie de cette force à la disposition de M. Marcel Desprez, dans le cas où il serait en mesure de donner à son invention le développement industriel qu'elle comporte, et nous verrions avec plaisir deux inventions d'origine française se partager l'honneur de la réalisation industrielle d'un des plus importants problèmes du siècle.

Pour obvier à cette situation, les ingénieurs ont proposé de remplacer le canal actuel dirigé au sud-ouest sur la balle de Seine par un canal nouveau et plus profond dirigé au nord-ouest, vers une région désignée sous le nom de petite rade, dans laquelle la fixation du fond se prête au maintien d'un mouillage variable.

Suivant eux, cette transformation devrait être combinée avec l'établissement d'un dixième bassin à flot, dont l'entrée, placée dans le prolongement du nouveau canal, devrait donner accès aux grands navires de 8 mètres de tirant d'eau pendant cinq heures, et toute marée, et les quais devraient avoir un développement suffisant pour faire face à tous les besoins.

Ce projet comportait une dépense de 70 millions, dépense à laquelle la chambre de commerce du Havre aurait participé pour 17 millions et la Ville pour 2 millions et demi. Le gouvernement présentait un projet de loi, mais les propositions des ingénieurs, mais prévoyant en outre la construction d'une digue de 400 mètres de longueur, devant coûter 5 millions et demi, donneraient à la nouvelle entrée. Mais quand le projet, ainsi modifié, fut examiné par la commission nommée à cet effet par la chambre, les représentants du commerce rouennais insistèrent vivement, de leur côté, pour que les accès du port de Rouen fussent améliorés en même temps que ceux du Havre. Une sorte de lutte d'influences et de compétitions locales s'établit entre les deux villes et amena, en fin de compte, la commission de la Chambre à repousser le projet de loi présenté par le gouvernement. Cependant, il a paru impossible au gouvernement de laisser sans solution une question aussi importante que l'amélioration du port du Havre. Le but du ministre des travaux publics, en constituant une commission extra-parlementaire pour étudier de nouveau cette affaire, est d'arriver à trouver une combinaison de nature à concilier les intérêts locaux et rouennais. Le rapport administratif qui précède l'arrêt du ministre insiste sur ce point :

« L'essentiel, dit ce rapport, est que la commission s'efforce de jeter enfin les bases d'une solution d'ensemble conforme aux intérêts du Havre et de Rouen et à ceux du pays tout entier. »

Fort bien ; mais beaucoup de personnes au courant de la question doutent de la possibilité de trouver une solution de nature à atteindre ce triple but.

**Affaire Armstrong**  
Le procès de la Couronne contre M. Stead, rédacteur du *Pail Mail Gazette*, M. Jacques et les femmes Jarrett et Mourrez, pour attentat à la pudeur sur la personne de la petite Eliza Armstrong s'est terminé hier. Le jury a déclaré les quatre accusés coupables.

Le juge a condamné la femme Mourrez à six mois de travaux forcés, la femme Jarrett à six mois de prison, M. Stead à trois mois et M. Jacques à un mois de prison.

Quand nous serons à cent !...  
Nous l'attendons.  
Et elle est revenue, en effet, cette affaire Cazot.

Bien entendu, elle a été renvoyée. Jusques à quand le sera-t-elle ? Ah ! voilà !... Quand nous serons à cent !

E. R.

## Questions financières ET COMMERCIALES

LE PORT DU HAVRE. — Un récent arrêté du ministre des travaux publics institue une commission pour l'étude des améliorations qui conviendront à apporter au port du Havre et aux passes de la Basse-Seine.

Cette commission est composée de MM. Fargaud, inspecteur général des ponts et chaussées de 1<sup>re</sup> classe, président, Lefebvre, Leblanc, Bernard, Stocklin et Fargue, inspecteurs généraux de 2<sup>e</sup> classe des ponts et chaussées, Layrie, contre-amiral, de Mayre, capitaine de vaisseau et Germain, ingénieur hydrographe de la marine.

Les ingénieurs en chef et les ingénieurs ordinaires du service maritime auront entrée dans la commission avec voix consultative.

La question à résoudre est des plus graves et des plus urgentes. Le port du Havre, en effet, dans sa situation présente, est loin de répondre aux besoins nouveaux de la grande navigation.

Le canal donnant accès à ce port ne présente aux très basses marées qu'un mouillage de 7 m. 80, chiffre à peine suffisant pour les navires calant 7 m. 30. Les inflexions et les sinuosités du trajet à parcourir par les navires, soit à leur entrée, soit à leur sortie, leur imposent, en outre, des manœuvres d'autant plus laborieuses que leur longueur est plus considérable ; la durée et les difficultés de ces manœuvres provoquent souvent des retards prolongés pour l'entrée ou la sortie des bâtiments de moindre dimensions et déterminent ainsi de fâcheux encombrements.

Cette insuffisance de profondeur et ces détournements du chenal seraient de nature, si l'on n'y remédiait, à compromettre au plus haut point la situation commerciale de notre grand port de l'Océan. Aussi est-on unanime, dans le monde des affaires, à reconnaître la nécessité d'exécuter au Havre les travaux d'amélioration propres à permettre l'accès des navires du plus fort tonnage, calant 8 mètres et ayant une longueur de 150 à 200 mètres.

D'un autre côté, les reconnaissances hydrographiques effectuées en 1876 et 1880 dans la baie de Seine y ont révélé de grands mouvements de sables et ont inspiré les craintes les plus sérieuses sur l'insécurité éventuelle du chenal par les atterrissements.

Pour obvier à cette situation, les ingénieurs ont proposé de remplacer le canal actuel dirigé au sud-ouest sur la balle de Seine par un canal nouveau et plus profond dirigé au nord-ouest, vers une région désignée sous le nom de petite rade, dans laquelle la fixation du fond se prête au maintien d'un mouillage variable.

Suivant eux, cette transformation devrait être combinée avec l'établissement d'un dixième bassin à flot, dont l'entrée, placée dans le prolongement du nouveau canal, devrait donner accès aux grands navires de 8 mètres de tirant d'eau pendant cinq heures, et toute marée, et les quais devraient avoir un développement suffisant pour faire face à tous les besoins.

Ce projet comportait une dépense de 70 millions, dépense à laquelle la chambre de commerce du Havre aurait participé pour 17 millions et la Ville pour 2 millions et demi. Le gouvernement présentait un projet de loi, mais les propositions des ingénieurs, mais prévoyant en outre la construction d'une digue de 400 mètres de longueur, devant coûter 5 millions et demi, donneraient à la nouvelle entrée. Mais quand le projet, ainsi modifié, fut examiné par la commission nommée à cet effet par la chambre, les représentants du commerce rouennais insistèrent vivement, de leur côté, pour que les accès du port de Rouen fussent améliorés en même temps que ceux du Havre. Une sorte de lutte d'influences et de compétitions locales s'établit entre les deux villes et amena, en fin de compte, la commission de la Chambre à repousser le projet de loi présenté par le gouvernement. Cependant, il a paru impossible au gouvernement de laisser sans solution une question aussi importante que l'amélioration du port du Havre. Le but du ministre des travaux publics, en constituant une commission extra-parlementaire pour étudier de nouveau cette affaire, est d'arriver à trouver une combinaison de nature à concilier les intérêts locaux et rouennais. Le rapport administratif qui précède l'arrêt du ministre insiste sur ce point :

« L'essentiel, dit ce rapport, est que la commission s'efforce de jeter enfin les bases d'une solution d'ensemble conforme aux intérêts du Havre et de Rouen et à ceux du pays tout entier. »

Fort bien ; mais beaucoup de personnes au courant de la question doutent de la possibilité de trouver une solution de nature à atteindre ce triple but.

**Affaire Armstrong**  
Le procès de la Couronne contre M. Stead, rédacteur du *Pail Mail Gazette*, M. Jacques et les femmes Jarrett et Mourrez, pour attentat à la pudeur sur la personne de la petite Eliza Armstrong s'est terminé hier. Le jury a déclaré les quatre accusés coupables.

Le juge a condamné la femme Mourrez à six mois de travaux forcés, la femme Jarrett à six mois de prison, M. Stead à trois mois et M. Jacques à un mois de prison.

Quand nous serons à cent !...  
Nous l'attendons.  
Et elle est revenue, en effet, cette affaire Cazot.

Bien entendu, elle a été renvoyée. Jusques à quand le sera-t-elle ? Ah ! voilà !... Quand nous serons à cent !

E. R.

## GAZETTE THEATRALE

Ce soir :  
A l'Opéra, reprise de *Rigoletto* (MM. Lasalle, Boudouresque, Bertin, Mmes Richard, d'Erville, Vidal) et 100<sup>e</sup> représentation de *Coppélia* ;

A la Renaissance, première représentation d'*Un duel, s'il vous plaît*... comédie en trois actes, de MM. Fabrice Carré et Maurice Desvallières ;

Vivante MM. Saint-Germain  
Commissaire Galipaux  
Emile Barral  
Cornador Bonnet  
Barigoule A. Georges  
Pinglard Rognard  
Adèle Miles Julia de Cléry  
Ernestine Mary-Gillet  
Henriette Eva Davin  
Vierge Duois

Lever du rideau à neuf heures un quart.

Nous annonçons plus haut, pour ce soir, la centième représentation, à l'Académie de musique, de *Coppélia*, le délicieux ballet de Léo Delibes.

Ajoutons, à ce sujet, qu'entre le premier et le second acte de cet ouvrage, M. Méranie offrira à Mlle Sabra, au nom du corps de ballet tout entier, un magnifique bouquet. C'est à un témoignage de bonne et affectueuse camaraderie, dont la gracieuse interprète de M. Delibes aura lieu de se montrer fière.

Autres nouvelles de l'Opéra, cette fois, à propos du *Cid* de M. Maseuet : la première répétition d'ensemble de cet ouvrage a eu lieu hier mardi ainsi que nous l'avons annoncé ; deux autres auront lieu jeudi et samedi. Dimanche prochain 15, on répètera pour la première fois en costume. Personne absolument personne ne sera admis à cette répétition. Enfin, on espère pouvoir donner de dimanche en huit, soit le 22 novembre, la dernière répétition générale, pour laquelle des invitations seront faites à la presse et aux amis de la direction et des auteurs.

Dans ce cas, la première représentation du *Cid* pourrait être donnée le mercredi 23 novembre. Tous les efforts de l'administration de l'Opéra tendent vers ce but.

La pièce nouvelle en trois actes et quatre tableaux, de MM. Paul Burani et Albert Brasseur, musique de Robert Planquette, qui succédera à *Chaperon rouge* sur l'affiche des Nouveautés, a pour titre, non pas la *Petite Mouquette*, comme plusieurs de nos confrères l'ont annoncé, mais bien la *Crémalière*.

C'est M. Paul Deshayes qui créera, au Châtelet, dans la *Guerre*, le rôle de Maseuet.

M. Deshayes a révisé avec M. Rochard et signé avec M. Floury.

Demain, trois débuts au Cirque d'Hiver.

M. Camposso est à Paris, recrutant avec autant de soin qu'il a activé la troupe qui débute à Marseille, du 25 au 30 courant.

Les trois témoins qu'il vient d'engager sont MM. Salomon, Derelms et Lamarche. En outre, ajoute notre confrère Prévot,

sin Léonce ? Est-ce qu'il est fâché ?

— Mes enfants, allez jouer dans votre chambre, fit Charles ramené auprès de Sophie par le désir d'obtenir l'explication de sa froideur envers son cousin et celle de l'allure embarrassée de celui-ci.

— Que se passe-t-il donc ? demanda-t-il, des que les enfants se furent retirés. Il y a certainement quelque chose entre vous et Léonce ?

— Pourquoi cette question ? répliqua, sans lever les yeux, Mme Lorain, qui était mise à broder près d'un guéridon, sous la lampe.

— Parce que vous n'êtes plus la même avec Destrem et qu'il en paraît fort ennuyé.

— J'admire votre perspicacité, répondit Sophie avec un sourire d'ironie amère.

— Ne sachant rien, reprit Charles, je ne puis être sûr de rien, et si je vous adresse des questions, c'est précisément dans le but de m'éclaircir. A table, je vous ai vue très préoccupée, parlant à peine, glaciale envers votre cousin qui devait s'attendre, surtout après le malheur dont il est frappé, à un accueil plus affectueux de votre part. J'attribue la contrainte de son maintien au chagrin que lui cause votre nouvelle attitude, et j'en cherche la cause ou, plutôt, je vous prie de me la faire connaître.

Ne s'attendant pas à cette mise en demeure, Mme Lorain fut embarrassée, et redoutant que son mari, mis en éveil, soupçonner quelque chose, approchant de la réalité, jugea prudent d'avouer, en la faussant, une partie de la vérité.

— Léonce est entré dans une mauvaise voie, dit-elle en posant son ouvrage, et est de mon devoir de lui prouver que je blâme sa conduite.

— Baste ! Une amourette, sans doute, fit M. Lorain ; ce n'est pas la première, apparemment, et je vous trouve trop sé-

sin Léonce ? Est-ce qu'il est fâché ?

— Mes enfants, allez jouer dans votre chambre, fit Charles ramené auprès de Sophie par le désir d'obtenir l'explication de sa froideur envers son cousin et celle de l'allure embarrassée de celui-ci.

— Que se passe-t-il donc ? demanda-t-il, des que les enfants se furent retirés. Il y a certainement quelque chose entre vous et Léonce ?

— Pourquoi cette question ? répliqua, sans lever les yeux, Mme Lorain, qui était mise à broder près d'un guéridon, sous la lampe.

— Parce que vous n'êtes plus la même avec Destrem et qu'il en paraît fort ennuyé.

— J'admire votre perspicacité, répondit Sophie avec un sourire d'ironie amère.

— Ne sachant rien, reprit Charles, je ne puis être sûr de rien, et si je vous adresse des questions, c'est précisément dans le but de m'éclaircir. A table, je vous ai vue très préoccupée, parlant à peine, glaciale envers votre cousin qui devait s'attendre, surtout après le malheur dont il est frappé, à un accueil plus affectueux de votre part. J'attribue la contrainte de son maintien au chagrin que lui cause votre nouvelle attitude, et j'en cherche la cause ou, plutôt, je vous prie de me la faire connaître.

Ne s'attendant pas à cette mise en demeure, Mme Lorain fut embarrassée, et redoutant que son mari, mis en éveil, soupçonner quelque chose, approchant de la réalité, jugea prudent d'avouer, en la faussant, une partie de la vérité.

— Léonce est entré dans une mauvaise voie, dit-elle en posant son ouvrage, et est de mon devoir de lui prouver que je blâme sa conduite.

— Baste ! Une amourette, sans doute, fit M. Lorain ; ce n'est pas la première, apparemment, et je vous trouve trop sé-

sin Léonce ? Est-ce qu'il est fâché ?

— Mes enfants, allez jouer dans votre chambre, fit Charles ramené auprès de Sophie par le désir d'obtenir l'explication de sa froideur envers son cousin et celle de l'allure embarrassée de celui-ci.

— Que se passe-t-il donc ? demanda-t-il, des que les enfants se furent retirés. Il y a certainement quelque chose entre vous et Léonce ?

— Pourquoi cette question ? répliqua, sans lever les yeux, Mme Lorain, qui était mise à broder près d'un guéridon, sous la lampe.

— Parce que vous n'êtes plus la même avec Destrem et qu'il en paraît fort ennuyé.

— J'admire votre perspicacité, répondit Sophie avec un sourire d'ironie amère.

— Ne sachant rien, reprit Charles, je ne puis être sûr de rien, et si je vous adresse des questions, c'est précisément dans le but de m'éclaircir. A table, je vous ai vue très préoccupée, parlant à peine, glaciale envers votre cousin qui devait s'attendre, surtout après le malheur dont il est frappé, à un accueil plus affectueux de votre part. J'attribue la contrainte de son maintien au chagrin que lui cause votre nouvelle attitude, et j'en cherche la cause ou, plutôt, je vous prie de me la faire connaître.

Ne s'attendant pas à cette mise en demeure, Mme Lorain fut embarrassée, et redoutant que son mari, mis en éveil, soupçonner quelque chose, approchant de la réalité, jugea prudent d'avouer, en la faussant, une partie de la vérité.

— Léonce est entré dans une mauvaise voie, dit-elle en posant son ouvrage, et est de mon devoir de lui prouver que je blâme sa conduite.

— Baste ! Une amourette, sans doute, fit M. Lorain ; ce n'est pas la première, apparemment, et je vous trouve trop sé-

sin Léonce ? Est-ce qu'il est fâché ?

— Mes enfants, allez jouer dans votre chambre, fit Charles ramené auprès de Sophie par le désir d'obtenir l'explication de sa froideur envers son cousin et celle de l'allure embarrassée de celui-ci.

— Que se passe-t-il donc ? demanda-t-il, des que les enfants se furent retirés. Il y a certainement quelque chose entre vous et Léonce ?

— Pourquoi cette question ? répliqua, sans lever les yeux, Mme Lorain, qui était mise à broder près d'un guéridon, sous la lampe.

— Parce que vous n'êtes plus la même avec Destrem et qu'il en paraît fort ennuyé.

— J'admire votre perspicacité, répondit Sophie avec un sourire d'ironie amère.</



